

Concours : 3eme Concours

Epreuve : Note de Synthèse

## CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



## La justice restaurative et la justice pénale

"la fonction principale de la réaction sociale à la criminalité n'est ni de punir ni de se venger, ni de isoler mais de prévenir la répétition des faits causés par le délit" - circulaire du garde des Sceaux Jean Jacques LEVASSEUR 13 mars 2017 (doc 7)

La justice restaurative est définie comme un modèle de justice qui complète le droit pénal et dont l'objectif est de restaurer le lien social en associant la victime, l'auteur de l'infraction et la société dans un processus commun (doc 7)

La justice restaurative s'est développée en France en autonomie de la justice pénale (I) et sa mise en œuvre connaît des limites (II)

### I - le développement de la justice restaurative en France en autonomie de la justice pénale.

L'influence internationale sur le développement de la justice restaurative en France (A) et le choix d'autonomie de celle-ci par rapport à la justice pénale (B)

#### A) La nécessaire émergence d'une justice restaurative en France sous l'influence internationale.

L'objectif de la justice restaurative est de prendre en considération l'ensemble des repercussions de la commission d'une infraction sur la vie personnelle, familiale et sociale de victimes. (doc 6). Celle-ci permet en effet à la victime de se reconstruire mais, également, de responsabiliser les auteurs. L'objectif est de rétablir la paix sociale (doc 7) La justice restaurative ne se focalise pas sur l'acte délictueux mais sur ses conséquences à savoir le dommage matériel mais aussi moral.



(doc.1)

L'émergence d'un dialogue entre délinquants et victimes a eu le jeu dans le pays anglo-saxons dans les années 70 (doc.3). La France, après avoir expérimenté une mesure de justice restaurative à la maison pénale de Brissy en 2010 (doc.4) et, inspirée par le contexte international, a associé la justice restaurative avec la loi du 15 août 2014. Celle-ci fait notamment suite à l'invitation du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations-Unies aux États membres à se pencher sur cette question (doc.7). La justice restaurative a donc été intégrée dans le code de procédure pénale avec la création de l'article 10-1. Celui-ci permet de proposer une mesure de justice restaurative à la victime et à l'auteur d'une infraction sur certains critères (doc.7).

B) L'autonomie du modèle français de justice restaurative avec la justice pénale face aux différents modèles existants.

À la émergence de la justice restaurative s'est suivi un paradoxe qui est de déterminer si celle-ci représente une nouvelle forme de justice ou simplement un nouveau dispositif à ajouter aux répertoires pénaux déjà existants (doc.1). Pour certains auteurs, les mesures de justice restaurative permettent, par l'implication des parties de leur laisser la main sur leur conflit. Cette analyse volontariste oblige à prêter le fait que la justice restaurative constituerait alors une alternative aux peines et aux poursuites (doc.1). La tendance qui cependant domine, est plutôt que la justice restaurative est légitime quand elle est encadrée et supervisée par l'autorité judiciaire. En ce sens deux courants s'opposent. Il s'agit du maximalisme qui prône l'institution d'une seule justice incluant à la fois la justice pénale et à la fois la justice restaurative et le courant minimaliste, dont s'inspire la France, où la justice restaurative se jette à la justice pénale sans la modifier (doc.1).

En effet, la France a choisi de mettre en place une justice restaurative autonome de la justice pénale. Le refus de l'effet de la mesure mise en œuvre n'a pas d'incidence sur le répertoire pénal. Celle-ci ne fait pas obstacle aux poursuites ou au classement de l'affaire. Elle n'impacte pas non plus le choix de la peine ou des modalités d'exécution et n'a pas d'effet sur l'action de dommages et intérêts au profit des victimes. (doc.7). Ce choix permet notamment de rendre disponible une justice



restauratrice des mêmes que les faits sont prouvés comme étant dans la loi du 03 août 2018 concernant les infractions sexuelles commises sur les mineurs (doc 8.) (doc. 2).

Alors même que la justice restauratrice permet la prise en compte de la victime de manière étendue, sa mise en œuvre répond à des critères précis, contrôlés par l'autorité judiciaire. Le recours à ce type de mesure est encore timide du fait de certaines limites.

## II - Une mise en œuvre de la justice restauratrice strictement contrôlée par les autorités judiciaires qui connaît des limites de mise en œuvre.

La mise en œuvre de la justice restauratrice répond à des critères stricts contrôlés par l'autorité judiciaire (A). Celle-ci est encore peu utilisée car sa mise en œuvre connaît des limites (B).

### A) Les critères stricts de mise en œuvre de la justice restauratrice contrôlés par l'autorité judiciaire

Le champ d'application de la justice restauratrice est large puisqu'il comprend toutes les infractions et que les poursuivants ne sont pas obligatoires. (doc. 7). Avant toute mise en œuvre l'auteur doit reconnaître le fait. La victime et l'auteur des faits doivent recevoir une information complète sur la mesure. De plus, la mise en place d'une mesure de justice restauratrice nécessite l'intervention d'un tiers indépendant nommé (doc. 7). Lors de la phase préparatoire du dispositif un comité de pilotage est mis en place avec l'ensemble des acteurs concernés (autorité judiciaire, SPIP...) Ces mesures sont financées par le budget "avis au dû et à la justice", le budget d'aide aux victimes. (doc. 4)

Un contrôle de l'autorité judiciaire est réalisé et en fonction du stade de la procédure celui-ci diffère. Dans le cadre de l'alternative aux poursuites par exemple le procureur de la République peut demander une mesure une mesure d'attente aux poursuivants avec une proposition de mesure de justice restauratrice. Ainsi, lors de l'instruction, le recours à une mesure de justice restauratrice doit être validé par l'autorité judiciaire. La mise en place d'un Comité national de la justice restauratrice permet d'évaluer les expérimentations en cours (doc. 3)



L'autorité judiciaire doit également valider que les conditions restructurées de l'article 10-1 du Code de Procédure pénale sont bien remplies (doc 5). Les magistrats réfèrent si par ailleurs nommé par la justice restaurative dans chaque tribunal judiciaire (doc 5).

### B) Une mise en œuvre de mesures de justice restaurative encore faible.

Seules une soixantaine de mesures de justice restaurative avaient été mises en œuvre en 2019. Alors que la récurrence des infractions avait diminué de 30 % et que le pourcentage de réinsertion s'élevait à 99 %. Il n'y a pas eu beaucoup de recours à cette justice restaurative encore à ce jour (doc 3).

Cela s'explique notamment par le fait que le dispositif nécessite la médiation. D'un nombre important d'auteurs et que ceux-ci sont particulièrement formés (doc 11). De plus, le mode de mise en œuvre n'était pas assez clair mais la circulaire du garde des Sceaux de 2017 a permis de rassurer les magistrats quant à l'application de la justice restaurative (doc 9). Aussi, les juges ne pouvant prendre en considération l'évolution positive du condamné et cette mesure n'étant pas obligatoire, ceux-ci n'y ont pas beaucoup recours (doc 3).

Concernant l'application à certains cas de figure, celle-ci est parfois complexe comme notamment dans le cadre du nouveau Code de Justice Pénale des mineurs. Celui-ci fait en effet un renvoi direct au nouvel article 10-1 du Code de Procédure pénale relatif au fait que l'auteur reconnaît le fait alors que pour les mineurs se pose la question essentielle du discernement (doc 5).

Enfin certaines mesures sont qualifiées à tort de justice restaurative alors qu'elles s'orientent plutôt vers la réhabilitation de personnes condamnées. A Bordeaux, un service de paravole visant à la réinsertion de personnes condamnées par la justice avait par exemple été qualifié de procédure de justice restaurative à tort (doc 10).